

## Procédure du petit licenciement collectif pour motif économique, entreprise sans CSE : mise en place du congé de reclassement

Cette procédure concerne le cas suivant :



Licenciement **collectif de 2 à 9 salariés** dans une **période de 30 jours**



Dans une entreprise **sans CSE d'au moins 1000 salariés** ou appartenant à **un groupe (français ou européen) employant au moins 1000 salariés**

1

### Application des critères d'ordre de licenciement

définis par accord de branche ou d'entreprise ou, à défaut, par l'employeur, et identification des salariés concernés par le licenciement

2

### Recherche de postes de reclassement

disponibles dans l'entreprise ou dans les autres entreprises du groupe, uniquement en France

3

### Proposition écrite et précise des postes disponibles

de manière personnalisée à chaque salarié ou de manière collective avec la diffusion d'une liste des offres disponibles

⌚ Le salarié dispose au minimum d'un délai de réponse de 15 jours\* si les postes sont proposés de manière collective



#### Rappel

✓ Si le salarié **accepte** un des postes proposés, **la procédure s'arrête**

4

### Convocation à l'entretien préalable

si pas de poste de reclassement disponible ou si refus par le salarié de tous les postes proposés

⌚ Envoi par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) ou remise en main propre contre décharge

5

### Entretien préalable au licenciement

⌚ Au moins 5 jours ouvrables (du lundi au samedi) après réception de la convocation

✓ **Si le salarié est absent**, l'employeur peut poursuivre la procédure de licenciement



#### Rappel

✓ Le salarié et l'employeur peuvent être **accompagnés au cours de l'entretien** par une personne appartenant à l'entreprise



à défaut de représentants du personnel dans l'entreprise le salarié peut recourir à un conseiller du salarié

6

### Envoi de la lettre de licenciement recommandée avec accusé de réception avec la proposition du congé de reclassement

⌚ Au moins 7 jours ouvrables après l'entretien préalable

ⓘ Cette lettre doit rappeler la date d'expiration du délai de réflexion



#### Rappel

✓ Le salarié dispose d'un **délai de réflexion de 8 jours\*** après la proposition du congé de reclassement (date de présentation de la lettre de licenciement)

✓ **Le silence** du salarié au terme du délai **vaut refus du congé de reclassement**

✓ Le préavis peut **ne pas être exécuté dans certains cas** (dispense du préavis par l'employeur, cas de force majeure ou impossibilité d'exécution)

### Information de la DREETS (ex-Direccte)

⌚ Dans les 8 jours\* après la première présentation de la lettre de licenciement

7

### Accord du salarié

Exécution du congé de reclassement, qui prend effet le lendemain de l'expiration du délai de réflexion de 8 jours\*

7

### Refus du salarié

Droit au préavis  
Le préavis débute à la première présentation de la lettre de licenciement

8

### Fin du préavis

**Fin du congé de reclassement**  
(si sa durée excède la durée du préavis, ce dernier est prolongé jusqu'à la fin du congé de reclassement)

8

### Fin du préavis et du contrat de travail

Remise des documents de fin de contrat

### Fin du contrat de travail

Remise des documents de fin de contrat

### Éléments dus au salarié à la rupture du contrat

- ✓ **Versement de l'indemnité de licenciement**
- ✓ **Versement des sommes dues en fin de contrat** (solde de tout compte)
- ✓ **Certificat de travail**
- ✓ **Attestation France Travail**
- ✓ **Reçu pour solde de tout compte**

\* Lorsque ce n'est pas précisé, les jours indiqués sont des jours calendaires (tous les jours du calendrier de l'année civile, y compris les jours fériés et non travaillés).

Si le délai se termine un jour férié ou non travaillé, le délai est prolongé jusqu'au 1er jour ouvrable suivant.